

# Le gouvernement veut domestiquer la société civile

Le sociopolitiste plaide pour l'avènement d'Ong et associations fortes et unies.

**On observe un foisonnement des organisations de la société civile (Osc) dans notre société. Est-ce que ces organisations remplissent les missions qu'elles s'assignent ?**

Effectivement, notre société connaît une véritable effervescence de la société civile. De multiples organes de cette société civile s'expriment dans différents secteurs thématiques et dans différentes zones géographiques, envisageant d'apporter ainsi la contribution de l'action citoyenne à la promotion de l'installation et de l'implantation de la démocratie au Cameroun. En dépit de ce dynamisme apparent, la société civile n'agit pas toujours de manière transparente et rigoureuse de telle façon qu'elle puisse confirmer dans son engagement qu'elle est véritablement en lutte pour consolider la démocratie au Cameroun. Dans son action, on constate un certain nombre d'abus de pouvoirs, de corruption, de collusions, de concussion qui montrent que cette société civile n'est pas au dessus des pratiques sociales.

**Beaucoup d'Osc sont illégales mais elles fonctionnent comme si de rien n'était. Pourquoi le gouvernement est-il aussi permissif dans ce domaine ?**

On peut effectivement constater que le bouillonnement actif et organisationnel de la société civile ne s'exprime pas toujours dans le cadre légal. Une telle situation est à la fois la manifestation d'une indulgence parfois critiquable des pouvoirs publics et une accoutumance de notre société au fonctionnement informel. Les pouvoirs publics appliquent ici aussi une politique de tolérance administrative qui peut servir

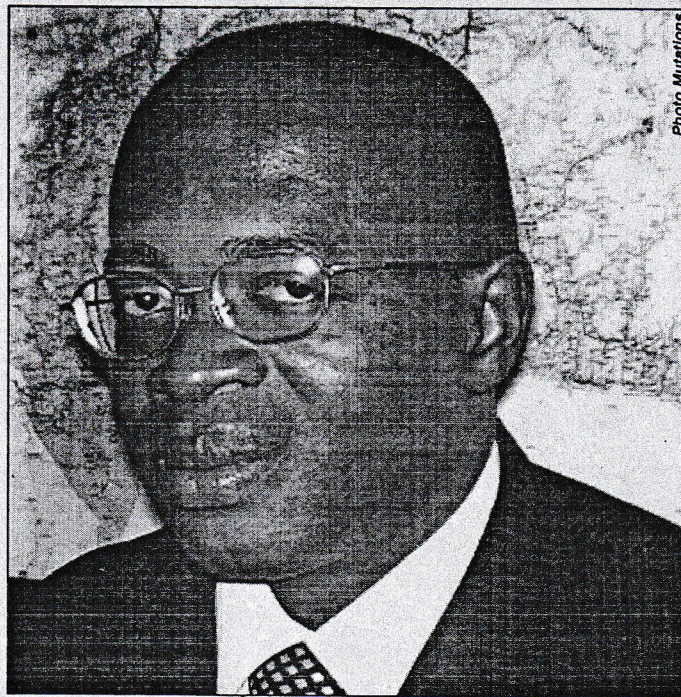


Photo Mutations

d'instrument de régulation et de canalisation de la société civile. Cette forme de tolérance peut aider les pouvoirs publics à domestiquer une société civile parfois turbulente et indépendante. **Cela porte donc à penser que le gouvernement tient à contrôler la société civile...**

Si depuis les années 90, notre paysage politique et institutionnel est revenu au pluralisme, il existe un certain nombre de techniques gouvernantes qui permettent de canaliser l'expression de cette pluralité sociale et politique. Autrement dit, les pouvoirs publics développent un certain nombre d'instruments de contrôle de la société civile

en utilisant notamment l'arme de la tolérance administrative.

**Des Ong locales agréées se plaignent de ne pas bénéficier des subventions de l'Etat. D'autre part, d'après des statistiques crédibles, les partenaires au développement financent plus les Ong étrangères que locales. Quel commentaire cette situation vous inspire ?**

En ce qui concerne l'Etat, parce qu'il a une structure monopoliste héritée du parti unique, il ne se donne pas la vocation de renforcer concrètement les capacités des Ong en les subventionnant. Pour ce qui est du financement

prioritaire des Ong internationales, cela est lié au fait que ces Ong là sont affiliées à des maisons mères, qui ont des relations de partenariat beaucoup plus consolidées que les Ong locales auprès de ces bailleurs de fonds. C'est également parce que les Ong locales n'ont pas suffisamment développé leurs capacités de pouvoir et d'action et surtout construit une crédibilité forte en terme de missions et d'organisation. Ces partenaires préfèrent travailler avec des Ong accommodantes.

**Peut-on envisager une société civile forte au Cameroun comme c'est le cas dans certains pays d'Afrique de l'Ouest ?**

Cela est toujours possible, mais pour y parvenir il est important que les organisations de la société civile s'organisent mieux. D'abord dans la manière d'intervenir dans leurs secteurs de référence et de compétence. Ensuite, dans sa capacité à mener des actions en synergie, à construire des plates-formes représentatives et fondées sur une gestion exemplaire. Egalement dans la capacité à mettre en œuvre une coalition nationale de la société civile qui soit véritablement représentative et qui ne soit pas manipulée à des fins de pouvoir ou d'influence par des leaders particuliers. C'est à condition de mettre en place un tel cadre que les Osc peuvent avancer. Il est aussi important, pour atteindre de tels objectifs, que les Ong renforcent leurs ressources humaines, qu'elles se dotent d'un personnel compétent et bien formé capable de comprendre les problèmes auxquels ils doivent faire face et produire des solutions pour traiter les préoccupations qui leur incombent.